Tous droits réservés - Les Echos 201122/4/2011P.15Idées

Mauvaise campagne en perspective

LA CHRONIQUE
D'ÉRIC LE BOUCHER

Le « projet » du PS est tout entier bâti sur l'idée qu'il faut reprendre aux riches. La vieille gauche est de retour. A droite, l'analyse de la crise a conduit Nicolas Sarkozy à trancher, lui aussi, pour l'étatisme.

La campagne pour l'élection présidentielle 2012 commence très mal. La crise aurait dû forcer le pays à regarder ses blessures, à mesurer les efforts des autres, à repenser sa stratégie. Elle aurait dû le porter vers l'extérieur et vers l'avant. Il se passe l'inverse. Les discours, les annonces, les projets sont franchouillards et régressifs. Les deux extrêmes, de droite et de gauche, imposent leurs idées aux partis de gouvernement, les serrent dans leurs mâchoires et les entraînent vers la démagogie. Le populisme est en train de s'imposer en France.

Que l'esprit de 2007 est loin… Il y a quatre ans, avant crise, autant dire dans « l'ère d'avant », la campagne présidentielle avait opéré une ouverture des esprits. A droite, Nicolas Sarkozy vantait « la rupture » avec les années d'immobilisme de Jacques Chirac. Le candidat n'avait pas un programme clairement structuré, la suite le prouvera. Mais son dynamisme, sa volonté de réformer et son inspiration générale engageaient la France à se moderniser pragmatiquement. A gauche, la candidate Ségolène Royal, encore moins structurée, certes, apportait néanmoins dans le paysage politique des intuitions justes sur les besoins de rénover à la fois la démocratie, l'Etat… et la gauche. Elle faisait souffler un vent neuf. Le débat était au centre et le parti de François Bayrou en bénéficiait pour devenir un pivot essentiel. Les deux extrêmes étaient repoussés aux marges.

La campagne 2012 part dans le sens opposé. La détestation du comportement de Nicolas Sarkozy et la crise joignent victorieusement leurs forces pour justifier un retour aux vieilles facilités françaises. Toutes les thèses vantant l'exception française, mises en examen en 2007, resurgissent, et la France connaît une régression intellectuelle. A gauche, la crise vient comme le moment tant attendu de refermer la fameuse « parenthèse » ouverte en 1983. Echec de l'ultralibéralisme, échec de l'argent-roi, échec même pour certains de la civilisation matérielle. La voie sociale-libérale, empruntée en 1983, est *« dépassée »,* comme l'explique Jacques Julliard, hier pourtant ardent défenseur de la « deuxième gauche ». A ses yeux, tout compromis avec un capitalisme mondialisé, qui *« a choisi de ressusciter son pouvoir de classe dans sa nudité »,* est impossible (1). Les inégalités sont la racine du mal. La politique est au service de la finance et des riches de Washington à Pékin en passant par Paris. Nicolas Sarkozy est l'ami du CAC 40. Le « projet » du Parti socialiste, présenté au début du mois par Martine Aubry, est tout entier bâti sur l'idée qu'il faut et qu'il suffit de reprendre aux riches. Nationaliser, taxer et dépenser, la vieille gauche est de retour.

A droite, l'analyse de la crise a conduit Nicolas Sarkozy à trancher, lui aussi, pour l'étatisme. Sa politique économique zigzagante entre le marché et l'Etat – hésitation congénitale de la famille post-gaulliste – suit désormais un fil unique : l'interventionnisme. Quand sa rivale Ségolène Royal dit vouloir contrôler les prix des denrées de base, Nicolas Sarkozy le fait pour l'énergie et ajoute une loi pour augmenter les salaires, la « prime contre dividendes ». Quand Stéphane Hessel propose dans « Indignez-vous ! » de revenir aux valeurs du Conseil national de la Résistance de 1945, il n'est pas seulement lu par les foules, il est suivi par la classe politique ! Cet Etat qui nationalise et qui fixe les salaires et les prix, comme c'était juste !

A côté des deux grands partis, alors qu'au moins un candidat de raison et de sérieux aurait pu profiter du boulevard ouvert par les glissades populistes, ne se présentent que des personnes « hors système » au goût venu d'ailleurs : un Borloo du Nord, un Villepin du pays de la rancune, un Hulot descendu de la canopée.

Cette régression fait et fera le bonheur des extrêmes. Leurs adversaires revigorent leurs thèses, celle de l'extrême droite sur l'immigration, celle de l'extrême gauche sur l'économie. Et comme Marine Le Pen, faisant virer de bord le Front national, lui a fait adopter un programme économique qui est un copier-coller de celui d'Olivier Besancenot, la boucle est bouclée. Le principe de ce qu'ils proposent à la France est aussi simple que fort : faire barrage au Sud et à l'Est, refoulement et protectionnisme. Voici contrées les deux grandes menaces ancestrales d'invasion des Arabes et des Chinois.

Un an reste à courir avant le vote. Candidat sérieux ne pas s'abstenir.

(1) « Pour repartir du pied gauche », dirigé par Jacques Julliard, Flammarion-Libération

---

Eric Le Boucher est directeur de la rédaction d'« Enjeux Les Echos »